

# Sortir du nucléaire

Mars - Avril 2016 N°106



Journal d'information

L'EDITORIAL

## Des trous dans la cuve et dans les comptes...

On apprenait récemment que Beznau était bien plus gravement atteinte qu'on ne



le pensait. Pas moins de 920 trous ont été découverts dans la paroi en acier de la cuve du réacteur.

On en avait un peu oublié Gösgen et Leibstadt. Les deux centrales font régulièrement l'objet de critiques concernant leurs bilans financiers. Au cœur du problème, les moyens insuffisants mis à disposition pour le démantèlement

**Erica Hennequin**

Présidente de Sortir du nucléaire  
Députée au Parlement jurassien

des bâtiments et le traitement des déchets radioactifs.

L'expert financier bâlois Kaspar Müller, ancien directeur de la Fondation Ethos s'interroge depuis quelques années sur l'impossibilité d'obtenir des précisions concernant les fonds de traitement des déchets et de désaffectation des deux centrales.

Il affirmait que les exploitants ont manipulé les chiffres, sans quoi ils auraient dû assainir leurs finances ou déposer le bilan. Les exploitants ont toujours nié ce fait. Or, fin 2015, suite à différentes pressions, notamment de Greenpeace et de l'autorité de révision, ils ont communiqué qu'ils allaient modifier leur méthode d'analyse financière.

Or, cela ne suffit toujours pas. Ils n'ont actuellement qu'une dizaine de pourcents de fonds propres, alors que des centaines de millions de francs sont nécessaires pour garantir une assise financière suffisante.

Quel que soit l'angle par lequel on aborde la question de la production de l'énergie nucléaire, c'est l'impasse. Ni la sécurité de la population, ni la sécurité financière, ni la gestion responsable des déchets ne sont garanties. Les règles qui s'appliquent à chacun d'entre nous, comme celles de ne pas mettre la vie d'autrui en danger lorsque nous conduisons une voiture ou de prévoir une assurance sérieuse pour le cas où on aurait un pépin ne s'appliquent pas, dans les faits, aux exploitants.

## La sortie du nucléaire ? Mais, on pensait que c'était fait !

Depuis 2011 et les décisions post-Fukushima faites par le Conseil fédéral, de nombreux citoyens pensent que la Suisse a réalisé la sortie du nucléaire, fermant ses centrales les unes après les autres. Nous l'entendons sur le terrain, lors de stands et d'événements locaux et le lisons souvent en commentaires sur notre page Facebook : « Mais...le parlement n'avait-il pas décidé d'en sortir juste après Fukushima ? ». Que dire ? Oui, cela a été annoncé, mais hélas, dans les faits, la sortie planifiée du nucléaire est une fumisterie. Ces personnes sont effarées lorsqu'elles apprennent que depuis Fukushima aucune centrale suisse n'a été fermée malgré des risques importants. L'incompréhension est d'autant plus totale lorsqu'elles apprennent que, alors que les centrales avaient été construites pour durer 30 à 40 ans, l'initiative « Sortir du nucléaire » a été refusée par le parlement et une majorité d'élus ne veut fixer aucune limite à leur durée de vie. Alors comment expliquer que tant de nos concitoyens sont convaincus que la Suisse a fermé la page du nucléaire en débranchant ses centrales vieillissantes du réseau ?

Plusieurs éléments peuvent l'expliquer. Le premier réside dans les annonces faites par le gouvernement après la catastrophe de Fukushima. Alors que Doris Leuthard prenait des précautions, déclarant que « les centrales seront exploitées tant que leur sécurité est assurée » et « qu'il n'est pas exclu qu'un réacteur puisse être exploité pendant 60 ans », l'écho général faisait état d'une sortie du nucléaire planifiée. Ainsi dans l'esprit d'une majorité de nos concitoyens, l'annonce politique de sortie à terme du nucléaire devait mener à la fermeture rapide d'une ou plusieurs centrales.

Un autre élément est bien entendu le manque de transparence de tout ce qui touche à l'énergie nucléaire. La question de la vulnérabilité des centrales aux crashes aériens (voir P.2) n'est qu'une illustration parmi de nombreuses autres.

Il est aussi indéniable que la pression populaire due au choc post-Fukushima est re-



Bon nombre de nos concitoyens sont convaincus que la Suisse est sortie du nucléaire suite à Fukushima. La réalité est quelque peu différente. Illustration: Nasthasya Reuter

tombée au bout de quelques temps, ce qui a permis un retour au « business as usual ». Comme souvent, la distance nous séparant du lieu de la catastrophe a eu une influence sur notre perception du risque à proximité immédiate. Ceci alors qu'au cœur de l'Europe, Mühleberg est une vieille casserole, Beznau est trouée de toutes parts, Fessenheim dans un état inquiétant et plusieurs centrales belges s'avèrent parmi les moins fiables au monde.

À nous de mettre en avant ces éléments, comme nous l'avons par exemple fait à l'automne passé avec l'étude de Frédéric Piguet de l'institut Biosphère soulignant la vulnérabilité particulière de la Suisse, vu l'exiguïté de son territoire et sa densité de population. Entre 800'000 et 1 million de personnes vivent dans un rayon de 30 km autour des centrales. Lorsque nos concitoyens deviennent conscients de ce risque, leur regard change bien souvent. Ce travail de documentation et de porte-voix est donc indispensable.

Le prochain vote sur la sortie du nucléaire approche, notre engagement collectif va une nouvelle fois être nécessaire. Vous le savez, le lobby nucléaire est prêt à inonder la campagne à coups de millions. Lors du précédent vote en 2003, plus de 27 millions leur avaient permis de recouvrir le pays d'affiches et d'annonces dans la presse. À nous d'y opposer une campagne qui suscite un débat national sur les opportunités créées par la transition énergétique et les économies d'énergie, les risques que nous font courir les vieilles centrales et les tonnes de déchets radioactifs dont nous ne savons que faire.

Vous l'aurez compris, en plus de notre forte mobilisation de terrain et d'une campagne en ligne renforcée, à l'aide des outils modernes, nous devons diffuser nos messages à l'aide d'un maximum d'affiches. Chaque flyer, chaque annonce, chaque affiche, bref chaque franc vont compter. Merci de nous aider à mener cette campagne vers la victoire ! IP

## Électricité : les villes et cantons donnent l'exemple

Nous demandons de planifier l'arrêt des centrales nucléaires suisses au plus tard après 45 ans de fonctionnement. Mais la propagande pro-nucléaire nie la possibilité de s'en passer alors que les chiffres officiels montrent le contraire.

En effet, la quantité de courant qui pourrait être produite par de nouvelles installations d'électricité renouvelable – 22 TWh annuels – approche la production des cinq centrales nucléaires suisses – 25 TWh. Ajou-

tez à cela que la consommation annuelle de courant pourrait diminuer de 23 TWh en réduisant les gaspillages et en améliorant l'efficacité. De quoi remplacer deux fois le nucléaire !

De nombreuses villes et cantons suisses montrent concrètement qu'il est possible dans les faits de bannir le courant nucléaire :

– A Genève, par exemple, le courant « Vitale Vert », choisi par plus de 60'000 clients des SIG, provient exclusivement de sources hydrauliques genevoises « labellisées » (barrages de Chancy-Pougny, du Seujet et de Vessy) et solaires (plus de

600 installations - doublement de la production prévu d'ici 2020), et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 tout le courant fourni par les SIG est déjà 100% renouvelable.

– A Lausanne, depuis une dizaine d'années, les SiL ne cessent d'augmenter la part d'électricité d'origine renouvelable (66% en 2005 - plus de 90% en 2014). Plus du tiers est produit localement par les SiL (centrale hydroélectrique de Lavey et centrales photovoltaïques de la région).

– De très nombreuses autres villes, comme Yverdon-les-Bains ou Lutry, fourniront en 2016 uniquement du courant

d'origine renouvelable !

De tels choix responsables favorisent l'arrêt des vieilles centrales nucléaires, réduisant les risques et limitant la production de déchets radioactifs. Exemples à suivre !

CVS



Merci de participer à financer la campagne pour l'arrêt planifié des centrales ! BV inclus



# Vulnérabilité des réacteurs en cas de crash aérien

Peu de choses sont connues quant à la vulnérabilité réelle des centrales nucléaires aux chutes d'avions. Interrogée, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire se mure dans le silence et invoque la sécurité nationale. Dès que l'on touche au nucléaire, la transparence n'est plus de mise.

En 2014 et 2015, le quotidien Tagesanzeiger a publié deux articles concernant la sécurité des centrales nucléaires en cas de crash d'un avion gros porteur. Le premier article répondait au questionnement d'un ex-pilote professionnel sur la radioactivité dégagée suite à une collision avec la centrale de Mühleberg. L'inspection fédérale de la Sécurité Nucléaire (IFSN) minimisait les dangers dus à la radioactivité tout en reconnaissant qu'il y aurait des atteintes aux personnes et aux choses. Le second article faisait intervenir un document de quelque 3300 pages suite à une demande d'un citoyen via le Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence, après un premier refus par l'IFSN. Le préposé a seulement pu compiler le document, hautement confidentiel. La seule chose qu'on peut en déduire, c'est que des études existent, abondantes vu la taille du document.

Et pourquoi le secret ? «Pour éviter que des données sensibles ne tombent entre les mains de terroristes». L'IFSN de son côté reste muet, en vertu d'un accord international de 2008 ratifié par la Suisse imposant la confidentialité en matière de matériel et d'installations nucléaires.



La résistance de la centrale de Mühleberg à un crash aérien est mise en doute. © Shanomag, Wikimedia Commons

Cela se passait en Suisse, mais la transparence n'est pas meilleure en France, sauf que la confidentialité s'y transforme en «Secret défense». Du coup, on tombe rudement dans le domaine pénal, ainsi que l'a vécu le militant Stéphane Lhomme. En effet, en 2003, le Réseau «Sortir du nucléaire» rendait publics des documents concernant les capacités du futur EPR (toujours futur 13 ans plus tard!) à résister aux chutes d'avions de ligne. S'en suivirent en

2006 une perquisition chez Stéphane Lhomme, à l'époque porte-parole du Réseau, suivie en 2008 d'une garde à vue de 10 heures. La menace de 5 ans de prison a provoqué une pétition de 30'000 signatures. Enfin, en 2009, l'affaire a été classée sans suite. Sur le site du Réseau<sup>1</sup>, dans la rubrique concernant ce dossier, tous les liens conduisent à des pages inexistantes. *EP*

<sup>1</sup> [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

## Fukushima, cinq ans après : retour à l'anormal

Tchernobyl l'a montré, une catastrophe nucléaire dure des décennies. Cependant les autorités japonaises espèrent accélérer le processus de réhabilitation des territoires contaminés. Le gouvernement a même annoncé, en mai 2015, vouloir lever les ordres d'évacuer avant mars 2017.

Il prévoit aussi de cesser les indemnisations un an plus tard, à l'exception des territoires classés en « zone de retour difficile ». Pour les quelques 25'000 évacués « volontaires » qui bénéficient d'un logement gratuit, cette aide cessera aussi. Les Jeux Olympiques de 2020 pourront avoir lieu sans mauvaise conscience. Mais le taux de retour des populations déplacées, qui souffrent pourtant terriblement de leur statut, y est faible.

Pourquoi ? Il y a encore environ 100'000 évacués forcés à cause de la pollution radioactive. Le gouvernement a lancé un immense chantier de décontamination avec 12'000 travailleurs qui, chaque jour, raclent la terre, ratissent, coupent les herbes et arbustes, élaguent, nettoient les maisons, routes et caniveaux dans le but de faire baisser le débit de dose ambiant.

Dans les territoires évacués, c'est le gouvernement qui a la responsabilité des travaux, limités aux environs immédiats des zones où il y aura retour. Dans les territoires non-évacués ce sont les communes qui en ont la charge.

Les violations du droit du travail sont malheureusement courantes et la quantité de déchets engendrés immense. (...) Dans la seule province de Fukushima, entre 16 et 22 millions de m<sup>3</sup> sont attendus.



Travaux de décontamination dans le district d'Itate, suite à la catastrophe de Fukushima en mars 2011. © Jeremy Sutton-Hibbert, Greenpeace

Le gouvernement veut entreposer tout cela sur un site de 16 km<sup>2</sup> tout autour de la centrale accidentée. Face à la réticence des anciens résidents, tous évacués, le gouvernement s'est engagé à tout reprendre d'ici 30 ans pour le stocker définitivement en dehors de la province. C'est même inscrit dans la loi. Mais qui peut y croire ? Ailleurs, les autorités n'ont pas plus de succès. Dès qu'un site est retenu pour y mettre les déchets radioactifs de la province engendrés par la catastrophe nucléaire, il y a opposition des riverains. Alors, en attendant, les déchets s'amoncellent un peu partout, dans des parcs, des cours ou des champs...

Mais le gouvernement ne désarme pas et maintient son calendrier de retour des populations, malgré les résultats décevants de la décontamination.

Le débit de dose ambiant n'a pas baissé autant qu'espéré. Pour le retour des populations les autorités s'accrochent à cette limite de 20mSv/an (fourchette haute des recommandations internationales) qui n'est pas acceptable. Le CIPR (Commission internationale de protection radiologique) recommande lui un retour progressif à une valeur référence de 1mSv/an, sans fixer toutefois de calendrier.

Pour tenter de convaincre les évacués, le gouvernement japonais propose une autre méthode de mesure qui affichera des valeurs beaucoup plus basses : distribuer des dosimètres à chacun pour apprendre à vivre en territoire contaminé en faisant attention. Pour de nombreuses familles, contrôler n'est pas un avenir à proposer à leurs enfants. Pour des personnes âgées qui veulent rentrer à tout prix, cela peut

être une aide. Enfin, beaucoup sont déchirés et n'arrivent pas à se décider. Cela explique les faibles taux de retour. Par ailleurs, les infrastructures n'ont toujours pas été rétablies.

Restées ou parties, de gré ou de force, les populations, face à de telles incertitudes pour l'avenir, sont désemparées (...) Que ce soit pour la gestion des déchets ou le retour des populations, les autorités s'en tiennent à l'approche traditionnelle – Décider, Annoncer, Défendre – qui est un échec. Mais les victimes d'une catastrophe nucléaire ont besoin de retrouver une dignité et d'être soutenues dans leurs démarches vers une nouvelle vie.

Les citoyens japonais ont été très actifs après la catastrophe. Ils se sont lancés dans la mesure de la radioactivité et ont tout contrôlé. (...) Toutes ces initiatives ont imposé un meilleur contrôle de l'alimentation, ce qui permet à la nourriture consommée d'être peu ou pas contaminée, sauf quelques exceptions comme les plantes sauvages ou l'auto-production.

Pourquoi un tel processus pluraliste, imposé par les citoyens japonais, ne serait-il pas possible pour décider de l'avenir des personnes déplacées et de celles qui n'ont pas pu partir des territoires contaminés ?

Mais les préoccupations du gouvernement sont ailleurs, car une catastrophe nucléaire coûte très cher. Il a donc retenu les limites hautes pour l'évacuation et le retour afin de limiter les indemnisations, et ainsi que des limites plus basses qu'en Europe pour l'alimentation afin de restaurer la confiance des consommateurs. *AZ*

David Boilley, ACRO (Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest)  
Extraits de l'article paru dans la revue du réseau Sortir du nucléaire, n°68



# Tirer les leçons de Tchernobyl et Fukushima

Dans le nucléaire et ses catastrophes, deux thèmes reviennent constamment : l'éternité et la vérité. Quelle est la probabilité d'une catastrophe nucléaire majeure en Europe ?

Le mathématicien Etienne Ghys l'a calculé. Résultat : 72%. En suivant ce spécialiste, le calcul est simple : on connaît le nombre d'année-réacteur (14'000), le nombre de réacteurs ayant subi des accidents majeurs (4, un à Tchernobyl et trois à Fukushima). La probabilité d'un accident majeur est donc de 0.0003 par réacteur. La probabilité qu'aucun des plus de 140 réacteurs européens ne subisse d'accidents lors des 30 prochaines années est d'environ 28%. Ainsi la probabilité qu'il y ait un accident majeur en Europe dans les 30 prochaines années est donc de 72%, un ordre de grandeur opérationnel qui n'est pas contesté : la probabilité d'une catastrophe nucléaire dans les décennies qui viennent n'est pas infinitésimale, mais très élevée.

Pour Tchernobyl, les zones les plus contaminées, qui couvrent 260'000 km carrés (équivalent à la taille de l'Italie), retourneront au niveau de radioactivité normale dans 100'000 ans.

Presque 30 ans ont passé, donc il reste encore 99'970 ans. Le nucléaire, c'est l'éternité. Mais l'éternité favorise la vérité. La population de l'ex-URSS n'avait pas la possibilité de raconter au monde ce



Auto-tamponneuses dans la ville de Pripyat, située à 3 km de la centrale de Tchernobyl. Image: © Andrzej Karo, Wikimedia Commons

qui se passait chez elle. La dissimulation a été quasi complète, tant dans les hautes sphères des pouvoirs locaux que parmi les gouvernements des pays nucléarisés ainsi que leur lobby nucléaire respectif. Tchernobyl ce n'est pas le passé. Tchernobyl ce n'est pas l'histoire. Tchernobyl c'est le début. En effet, les conséquences sanitaires et les dégâts génétiques empirent au fil des années. Nous n'en sommes vraiment qu'au début.

Vingt-cinq ans plus tard est survenu l'accident nucléaire de Fukushima. Il est

encore trop tôt pour tirer le bilan sanitaire de cet accident. Mais relevons deux éléments qui ont fait que le pire a été évité. Tout d'abord, un coup de chance : lors de l'accident, le vent soufflait vers la mer. Si le vent avait soufflé du nord-est comme ce fut le cas quelques jours plus tard, il aurait fallu évacuer l'agglomération de Tokyo, soit 38 millions d'habitants. Transposé à la Suisse, notre pays aurait été anéanti. La seule chose à espérer, face à une telle tragédie, est que cela sonne le début de la fin du nucléaire. La vérité sur les conséquences

sanitaires va apparaître au grand jour, tôt ou tard.

Faudrait-il attendre un accident nucléaire apocalyptique à l'échelle de la planète avant de réagir ? Ne peut-on pas déjà tirer les conclusions de Tchernobyl et de Fukushima ?

Que la Suisse refuse encore de fixer une date d'arrêt pour ses vieilles centrales nucléaires s'avère particulièrement choquant et irresponsable.

KF

## PIONNIERS *Salvador Pitarch*

Né en 1954 à Valencia, Salvador Pitarch a milité dans le groupe auto-constitué de Greenpeace Genève à la fin des années 1980 puis a été membre du comité de Sortir du nucléaire. Après avoir travaillé 16 années à Firmenich, il s'est formé au métier d'installateur de panneaux solaires, métier qu'il exerce maintenant à son compte. Le ménage Pitarch habite Borex (VD) dans une maison mitoyenne. Depuis son achat en 1987, la maison est devenue sobre et est maintenant équipée de panneaux solaires. La consommation annuelle est passée de 15'000 kWh l'année de son achat à 3900 kWh en 2010, puis à 321 kWh aujourd'hui, soit quasiment un rapport égal entre la consommation et la production !

**Quel est ton souvenir le plus ancien concernant le nucléaire ?**  
C'était avec les toutes premières actions de l'association Greenpeace, inconnue jusque là. J'ai appris ce qu'était le nucléaire en 1971 lorsque leurs militants partis de Vancouver ont réussi à retarder des essais de bombes nucléaires dans l'océan Pacifique et surtout à alerter le monde de cette menace. J'étais déjà écolo sans le savoir, ces événements me l'ont révélé.

**As tu un souvenir lié à l'annonce de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl ?**  
Un souvenir très précis. J'étais en train de conduire, passant devant le stade des Charmilles à Genève, un après midi lors duquel j'allais chercher ma femme au travail. Les nouvelles entendues à la radio m'ont marqué à vie, j'ai vraiment eu peur. Il faisait beau ce jour-là. L'accident avait eu lieu deux ou trois jours plus tôt mais le secret avait été maintenu jusque-là. C'est un de ces moments que l'on n'oublie pas.

**Est-ce que des gens t'ont aidé à former ta sensibilité écologiste ?**  
Franchement non, je n'ai pas souvenir de quelqu'un en particulier. Mais peut-être le Commandant Cousteau qui parlait aussi de la pollution et de la protection des mers, ou alors le biologiste Jean-Marie Pelt dont j'ai lu un livre et Albert Jacquard, chercheur bien connu.

**Est-ce que ton engagement a créé des conflits dans ton entourage ?**  
Oui avant, surtout avec la famille directe, des conflits au sujet des achats du ménage, le réglage du thermostat, la température du cycle de la machine à laver. De temps en temps ça ressort encore et ma femme me taquine en relevant mes contradictions. Par exemple, j'aime les voitures anciennes et elle me dit que ce « défaut » fait que je reste humain à ses yeux.



**Est-ce que tu pensais en achetant ta maison en 1987 que tu parviendrais à réduire la consommation d'électricité à un tiers en 2010 puis à en produire autant que tu en consommes ?**  
Pas du tout. La maison n'est pas parfaite à l'origine, elle date de 1986, une époque où l'on ne faisait pas encore attention à la consommation énergétique. Si j'ai pu réussir cela, ça ne doit pas être difficile de faire mieux avec des maisons plus récentes.

**Est-ce que ton exemple a fait tache d'huile à Borex ?**  
Je crois. Je n'ai pas la certitude d'avoir servi d'influence décisive. Cela dit les installations solaires fleurissent dans le lotissement. Certains voisins sont ainsi venus me demander de réaliser leur installation.

**Comment te sens-tu à l'approche de la prochaine campagne de votation sur l'initiative Sortir du nucléaire ?**  
Je ne sais pas trop, plutôt inquiet. Je me demande ce que les électeurs vont voter et si ils n'ont pas déjà oublié Tchernobyl et Fukushima. On mérite des baffes si ça ne marche pas. Je compte bien m'impliquer dans la campagne. *Propos recueillis par PDR*

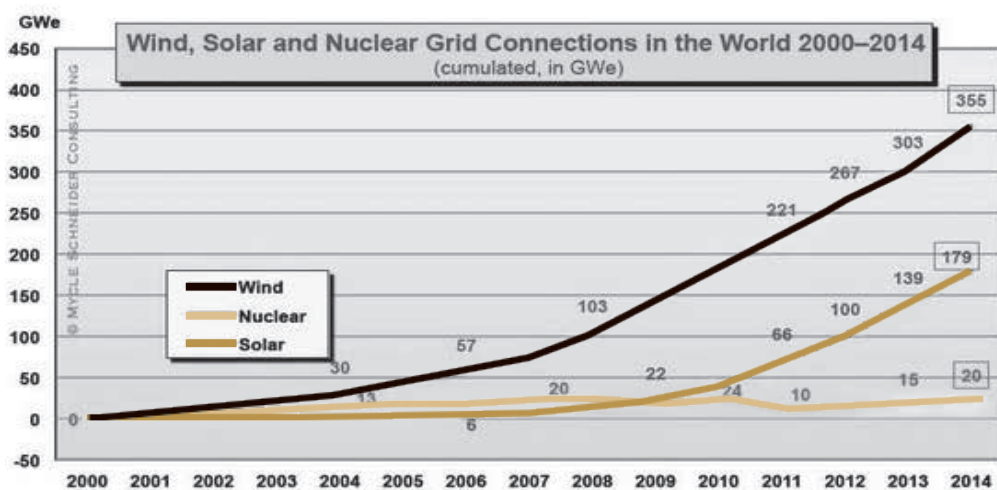


# Le nucléaire dans le monde en 2015

La «renaissance» de l'industrie nucléaire, c'est du sérieux ? Selon le rédacteur du bimensuel Nuclear Monitor, on observe plutôt un déclin inexorable.

En 2015 dix nouveaux réacteurs nucléaires ont commencé à fournir du courant et huit ont été fermés. Fin 1995, 434 réacteurs étaient en opération, contre 439 à l'heure actuelle, en comptant les 41 réacteurs japonais, dont seul deux ont redémarré après Fukushima.

La Chine construit actuellement 24 réacteurs. On s'attend à ce qu'elle masque au niveau mondial pendant les deux prochaines décennies le déclin du nucléaire dans les pays historiques dont la Suisse. Au delà, la vétusté ou l'accident poussera les réacteurs historiques à fermer. L'Agence internationale de l'énergie prédit 200 fermetures d'ici à 2040.



## Nouvelle technologie ?

Et la «4e génération» de réacteurs ? Selon l'institut de contrôle français, «l'IRSN ne constate pas qu'au stade actuel de développement la génération 4 de réacteurs offre un niveau de sécurité amélioré par rapport à la 3e génération». (1)

Et en Suisse comme ailleurs les inté-

rêts économiques obstruent la pensée de la majorité des élu-e-s qui «font durer» les vieilles centrales. Les réacteurs vieillissent, les cuves sont rongées de l'intérieur. L'initiative fédérale Sortir du nucléaire s'avère donc plus qu'indispensable. PDR

(1) [www.tinyurl.com/4gen-irsn](http://www.tinyurl.com/4gen-irsn)

## Soutien aux enfants en Biélorussie



Vente de pommes annuelle en faveur des enfants victimes de Tchernobyl (ici à Genève)

Comme chaque année, l'action de vente de pommes, organisée par l'association Soignez les enfants de Tchernobyl (SET), a eu lieu en décembre à Genève (Fusterie, Plainpalais et Budé) et à Morges (Grand-Rue). Malgré un froid perçant, les bénévoles ont répondu présent. 2096 CHF ont pu être récoltés pour financer l'Institut Belrad, qui vient en aide aux enfants irradiés en Biélorussie. Cette association se bat depuis des années pour aider la population qui vit dans les zones contaminées et qui est oubliée par le gouvernement. Elle organise notamment des cures de pectine de pommes pour les enfants contaminés afin de réduire la charge radioactive absorbée, notamment à travers les aliments, diminuant ainsi le risque d'atteinte à leur système immunitaire. Un grand merci à toutes et tous les bénévoles pour leur participation !

Dons : Association Soigner les Enfants de Tchernobyl, 1237 Avully / CCP 12-482846-9 / [map@bluewin.ch](mailto:map@bluewin.ch)

## Invitation à l'Assemblée générale

Vous êtes cordialement invités à l'assemblée générale et à la conférence annuelle de l'association. Après la partie statutaire de notre assemblée, Adèle Thorens, conseillère nationale Verte, membre de la commission de l'énergie nous présentera l'état actuel des discussions au parlement et les défis à venir pour la sortie du nucléaire.

Rendez-vous jeudi 14 avril à l'Hôtel Alpha-Palmiers à Lausanne, 34 rue du Petit-Chêne (plan ci-contre).

### Programme

**19h00** Assemblée générale statutaire  
Ordre du jour : Rapport d'activités 2015 / Programme / Comptes 2015 / Budget 2016 / Elections statutaires / Divers / Pause / apéro dinatoire  
**20h30** Présentation et discussion avec Adèle Thorens et Christian van Singer, porte-parole de SdN  
**21h00** Discussion avec la salle  
**21h30** Verrée de l'amitié

Inscription SVP d'ici au lundi 11 avril : [anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch](mailto:anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch) ou au 079 778 70 33

## À nos donateurs !

Cette année aussi, vous pourrez déduire de vos impôts vos dons à Sortir du nucléaire. Nous envoyons d'office une attestation à partir de 50.- de dons/an.

Si vous avez versé moins de 50.- en 2015 et vous souhaitez recevoir une attestation de don, vous pouvez nous contacter à [anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch](mailto:anouk.zosso@sortirdunucleaire.ch). Pour diminuer nos frais postaux, n'hésitez pas à nous transmettre votre adresse e-mail.

Grâce à vos nombreux dons et grâce à notre gestion économe de l'association, nous approvisionnons chaque année un fonds de réserve qui finance les campagnes. Il nous sera très utile en cette année de votation sur la sortie du nucléaire. Face aux millions dont dispose le lobby nucléaire, chaque franc va compter. Nous vous remercions chaleureusement pour votre générosité !

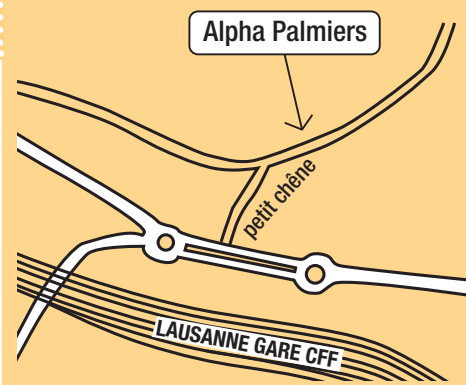
## A G E N D A

**Commémoration 5 ans Fukushima**  
**11 mars 2016** / action dans les gares  
Pour participer: [info@sortirdunucleaire.ch](mailto:info@sortirdunucleaire.ch)  
ou au 079 922 63 31

**Fukushima, quelles conséquences en Suisse 5 ans plus tard ?**  
Par Christian van Singer  
11 mars, 20h30/ rest. du Milan  
(salle du bas), Lausanne  
Contact: 079-214 35 51 ou [moran@bluewin.ch](mailto:moran@bluewin.ch)

**11ème édition du Festival du film vert**  
Du 1er au 31 mars dans 30 villes  
[www.festivaldufilmvert.ch](http://www.festivaldufilmvert.ch)

**Assemblée générale de Sortir du nucléaire**  
Jeudi 14 avril, 19h à l'Hôtel Alpha-Palmiers  
Voir plan ci-contre



## Comptez sur moi !

Coupon à renvoyer à :  
Sortir du nucléaire  
CP 9 1211 Genève 7  
ou: <http://tinyurl.com/contactsdn>

Contactez-moi, je désire :

- ☐ Adhérer à Sortir du nucléaire (5.- à 500.-/ an) et recevoir le journal  
☐ Commander \_\_\_ drapeaux «Nucléaire ? Non Merci !» (5 fr.)  
☐ Commander \_\_\_ autocollants, \_\_\_badges «Nucléaire ? Non Merci !» (1 fr.)  
☐ Commander \_\_\_ exemplaires de ce journal (gratuit)

Prénom & Nom :

Adresse :

Code postal et localité :

Téléphone :

E-mail :

### Impressum

Éditeur: Association Sortir du nucléaire  
Mise en page: Nasthasya Reuter  
Illustration p.4: Philippe Lemoine  
Fichier: Anouk Zosso, Imprimerie: ROPRESS,  
Mise sous pli: TRAJETS.  
Ont collaboré à ce numéro : Kurt Fischer;  
Erica Hennequin ; Ilias Panchard (coordination);  
Eric Peytremann; Philippe de Rougemont;  
Christian van Singer; Anouk Zosso.  
Tirage: 3'000 ex., Imprimé avec du courant  
100% renouvelable, Papier 100% recyclé  
CyclusOffset.

### Association Sortir du nucléaire

Case postale 9, 1211 Genève 7  
[www.sortirdunucleaire.ch](http://www.sortirdunucleaire.ch)  
[info@sortirdunucleaire.ch](mailto:info@sortirdunucleaire.ch), 079 922 63 31  
CCP 10-19179-8

